

Zeitschrift: Horizons : le magazine suisse de la recherche scientifique
Herausgeber: Fonds National Suisse de la Recherche Scientifique
Band: - (2002)
Heft: 53

Artikel: "Le futur se dessine avec tous"
Autor: Preti, Véronique / Dreifuss, Ruth
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-553954>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 18.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

«Le futur se dessine avec tous»

La création du FNS a vu émerger, au niveau national, une «discipline» nouvelle: la politique de la recherche. Elle relève de la Confédération. Nous avons posé quelques questions à Ruth Dreifuss, conseillère fédérale en charge de conduire cette politique, sur sa vision et sur l'avenir du FNS dans le paysage scientifique suisse.

INTERVIEW VÉRONIQUE PRETI
PHOTO KEYSTONE

HORIZONS: Avez-vous le souvenir de la première fois que vous avez entendu parler du FNS?

RUTH DREIFUSS: Peut-être bien lorsqu'il a financé une recherche sur la pauvreté en Suisse romande, réalisée par une organisation militante: le Mouvement populaire des familles.

Qu'est-ce que le FNS représente pour vous?

Le FNS est la «maison des chercheurs», un bien très précieux pour l'avenir intellectuel de la Suisse. Il est le garant de l'existence d'une recherche fondamentale, à long terme et de qualité. Il garantit aussi la liberté de la communauté scientifique.

Auriez-vous aimé être scientifique? Si oui, dans quel domaine?

Enfant, je rêvais d'être ethnologue, archéologue ou historienne pour comprendre l'organisation et l'évolution de sociétés diverses. Et puis, j'ai préféré agir pour faire évoluer la mienne!

Quelle découverte scientifique vous impressionne le plus ou la découverte scientifique que vous auriez aimé avoir faite?

L'une ou l'autre des grandes découvertes de santé publique, par exemple celles de Pasteur, Semmelweis ou Oswaldo Cruz. Il s'agit là de recherches à la charnière des sciences naturelles et des sciences sociales.

Quelle est celle que vous attendez avec le plus d'intérêt ou d'impatience et pourquoi?

Je n'ai pas envie de choisir, car je pense que si la démarche scientifique rend heureux, les résultats scientifiques ne procurent pas le bonheur.



Le FNS est très soucieux de voir les montants accordés à la recherche fondamentale augmenter d'au moins 10% par année, dès 2004. Quelle(s) chance(s) a cette demande d'être exaucée? Le Conseil fédéral considère le domaine de la formation, de la recherche et de la technologie (FRT) comme une priorité. Les chefs des deux départements responsables du domaine, M. Couchebin et moi-même, entendent défendre un scénario où la croissance annuelle de l'ensemble du domaine FRT pour les années 2004-2007 serait de 6,5% (inflation comprise). A l'intérieur de ce grand domaine, il est clair pour tous que le soutien au FNS, soutien qui est de la seule responsabilité de la Confédération, est absolument prioritaire.

Je dirais donc que vos voeux ont une chance d'être exaucés.

Dans l'histoire du FNS, il a souvent été question de son autonomie. Les politiciens ont souvent eu du mal à accepter de financer un organisme dont la gestion leur échappe, en quelque sorte. Les discussions autour du Message 2004-2007 pourraient relancer le débat. Le FNS est-il trop libre?

Les «politiciens», comme vous dites, ont aussi voulu et instauré cette autonomie! L'autonomie du FNS est un long processus, parti il y a 50 ans d'un choix judicieux de ne pas développer, comme en France ou en Allemagne, des laboratoires d'Etat directement financés et contrôlés par lui. A cette grande autonomie, qui est nécessaire, doit correspondre une grande responsabilité et le devoir de rendre des comptes. D'autre part, la société a le droit de proposer le lancement de recherches dans les domaines qui apparaissent soudainement importants – je pense à la division IV du FNS. Finalement, l'intégration dans l'espace européen de la recherche, qui se

dessine peu à peu, posera encore de nouveaux défis à cette autonomie précieuse.

Vous-même avez été un peu agacée par la décision du FNS de financer un projet impliquant des cellules souches d'embryons humains avant que les politiciens n'aient eu le temps de se prononcer sur le sujet. D'un autre côté, la décision de ne pas autoriser un essai en plein champ de plantes transgéniques a hérissé les scientifiques. Pourtant, ces deux thèmes sont en plein cœur de l'actualité scientifique mondiale. Est-ce que la science va trop vite? Devrait-on la freiner? L'Etat a-t-il les moyens de la freiner?
Qui veut d'une science qui va lentement? Il faut, lui dit-on, savoir clairement ce qu'il en est du réchauffement climatique, trouver le vaccin contre le sida, innover et ainsi permettre aux entrepreneurs de mettre sur le marché des produits de haute valeur ajoutée, préparer les nouvelles sources d'énergie renouvelable et encore aller sur Mars sans oublier la lutte contre le cancer!

Mais comme la science, dans notre société, est devenue un facteur déterminant, les citoyens exigent d'elle non seulement des résultats, mais aussi des explications, car ils veulent aujourd'hui décider de la légitimité de nouvelles aventures scientifiques. Ce n'est pas parce qu'un nouveau champ de recherche scientifique s'ouvre qu'il doit absolument être exploité. L'exemple du recours au génie génétique dans l'agriculture et celui des cellules souches embryonnaires en bio-médecine s'inscrivent dans ce nouveau clivage entre science et société: les citoyens veulent aujourd'hui décider eux-mêmes si ces nouvelles portes doivent être ouvertes ou non. C'est un défi nouveau pour la communauté scientifique que d'entrer dans ce dialogue entre science et société.

Les chercheurs revendentiquent la liberté de la recherche. Est-ce pour vous une liberté sans conditions, sans limites?

«La liberté de l'enseignement et de la recherche scientifiques est garantie», dit notre Constitution à l'art. 20. Comme toute autre liberté, elle s'arrête là où celle des autres commence. Les thèmes de recherche relèvent du libre choix de chaque scientifique; seule l'exécution de projets impliquant expérimentation animale, recherche sur l'être humain, risques pour l'environnement peut légitimement être soumise à des législations particulières, notamment de nature éthique. Notre société, qui a besoin de la vitalité et de la curiosité de ces chercheurs, doit peser très soigneusement les restrictions aux projets de recherche et à la liberté de la recherche scientifique – je pense notamment à l'utilisation des cellules souches embryonnaires d'origine humaine.

Les Programmes nationaux de recherche ont comme objectif de répondre à des questions d'intérêt national. Diriez-vous que les résultats de ces programmes ont un impact sur les décisions politiques portant sur les domaines étudiés par les PNR?

Dans le monde complexe d'aujourd'hui, il est important que les politiques puissent fonder leurs décisions sur des avis d'experts. Mais ils doivent rester maîtres de la décision et ne pas la déléguer aux experts – c'est le danger de la technocratie.

Les PNR sont certainement une base importante pour le débat politique en Suisse, mais la coordination des questions et la synchronisation des besoins entre administration, Parlement et programmes relativement longue doivent être améliorée. Nous y travaillons ensemble.

A votre avis, les parlementaires sont-ils assez soucieux de science? Que faudrait-il pour que la recherche ait un niveau de priorité ou soulève un intérêt politique comparable à celui de l'agriculture, par exemple?

Les scientifiques sont-ils assez soucieux des parlementaires? Les enjeux de la formation, de la recherche, de la science sont décisifs à tous les niveaux politiques, communal, cantonal, national, de parti et d'organisation. Les scientifiques, en personne ou comme lobby, pourraient être beaucoup plus présents!

L'instauration des stagiaires scientifiques au Parlement est certainement une petite initiative intéressante pour faire mieux aimer le monde de la politique aux scientifiques.

Le FNS a été créé pour répondre au besoin d'avoir une institution d'envergure nationale pour fédérer la recherche. Cinquante ans plus tard, le paysage de la recherche est toujours morcelé et on entend des voix réclamer le regroupement de toutes les institutions sous un même toit. Y a-t-il des projets qui vont dans ce sens?

Il est vrai que la recherche scientifique est pratiquée dans environ 700 institutions en Suisse, et qu'en plus, les deux tiers de l'effort recherche & développement en Suisse se fait dans le privé. Néanmoins, je rappelle que le soutien de la recherche publique est une compétence de la Confédération, et qu'en instaurant le FNS et la CTI (Commission pour la technologie et l'innovation), elle a consolidé le paysage de la recherche sans créer de grands organismes. Deux évolutions amèneront toutefois à réfléchir sur des relations plus étroites entre la CTI et le FNS (mais je n'évoque pas une fusion ici): le développement de la recherche scientifique dans les HES (Hautes écoles spécialisées), y inclus des HES dans les domaines de la santé, du social et des arts, et la volonté de valorisation et d'innovation qui anime les universités et les EPF. Cela crée un continuum entre recherche fondamentale et appliquée; les organes de soutien de la recherche devront certainement le refléter.

Dans un numéro de *Horizons* (n° 36), des enfants avaient dessiné la Suisse du futur. Les dessins oscillaient entre des représentations de science-fiction – notamment d'une conseillère fédérale du futur baptisée «Robotruth» – et des visions pessimistes, inspirées par les catastrophes naturelles. Quel futur voudriez-vous que les scientifiques vous dessinent?

Le futur se dessine avec tous. Le progrès social rend possible le progrès technique, et puis c'est un cercle vertueux. Dessinez-moi donc un monde où les percées technologiques et les découvertes scientifiques sont au service de tous.